

Les plateformes de suivi de l'empreinte carbone et le problème du zéro émission nette Sonja Solomun

Ces dernières années, les entreprises plateformes comme Google, Amazon et Meta ont fait des déclarations grandiloquentes sur leur objectif de zéro émission nette et une foule d'autres engagements envers un « [développement technologique durable](#). » En 2019, Jeff Bezos, le PDG d'Amazon, a annoncé la mise en place de l'« Earth Fund », un fonds d'investissement de 10 milliards de dollars US pour financer la recherche climatique. Il s'est également engagé à atteindre zéro émission nette d'ici 2040. Meta, quant à elle, s'est engagée à atteindre d'ici 2030 [zéro émission nette](#) tout au long de sa chaîne d'approvisionnement, une promesse qui rejoint celles de Google, Microsoft et Twitter.

Malgré leurs audacieuses promesses, les entreprises plateformes continuent d'avoir des répercussions nocives sur l'environnement, et ce de diverses manières. En effet, ces entreprises profitent bien souvent de la désinformation sur les changements climatiques et du climatosceptisme, qui sont généralement propagés par la même poignée d'acteur·rice·s aux intérêts économiques et/ou politiques palpables. L'an dernier, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a [pointé du doigt](#) pour la première fois les conséquences des entraves à la lutte climatique, notant que ce problème est un frein direct à l'action collective et politique.

Cet article considérera comment les efforts récents en matière de gouvernance climatique des entreprises plateformes, par leurs politiques sur le contenu et les publicités à propos des changements climatiques, la gestion des données des systèmes de suivi de l'empreinte carbone et l'expansion des infrastructures physiques qui ont des répercussions directes sur les milieux de vie, constituent en soi une itération émergente de la gouvernance des plateformes. Il mettra aussi en évidence les considérations politiques qui doivent être mises de l'avant pour concilier l'écart entre les politiques climatiques et la gouvernance des plateformes, notamment par rapport à la transparence, la responsabilité et la standardisation des interventions des plateformes dans la gestion du carbone, et plus généralement dans le « développement durable des plateformes ».

Climat et plateformes

L'infrastructure sous-jacente aux plateformes fonctionne grâce à de l'énergie extractive et des pratiques en matière de données exigeant d'énormes quantités de terres rares et de matériaux naturels. Ne serait-ce que l'an dernier, à en juger par les déclarations d'émissions d'Amazon, les émissions de carbone de l'entreprise [ont augmenté](#) pour atteindre de nouveaux sommets. Les contrecoups écologiques ne sont pas répartis de façon équitable; ils touchent davantage les [communautés racisées](#), un phénomène qui s'inscrit dans la continuité d'un long héritage de racisme environnemental, particulièrement aux États-Unis. Plus encore, les plateformes protègent bec et ongles leurs intérêts commerciaux au profit de leurs prétendus objectifs climatiques. Par exemple, en début d'année, Amazon a poussé en faveur de l'[annulation d'un projet de loi climatique](#) qui aurait règlementé ses centres de données d'ici sa propre date butoir de 2040.

Malgré leurs répercussions négatives sur l'environnement et le manque d'une quelconque transparence ou responsabilité réelle, les plateformes n'arrêtent pas « d'[écoblanchir](#) » leurs produits et services, les présentant comme des solutions « durables » à la crise climatique. D'ailleurs, beaucoup d'entre elles tentent d'étendre leur emprise sur le marché en perçant sur le marché des technologies climatiques avec une gamme de produits et services, en plus d'investir dans des infrastructures dites « vertes » comme des usines ou des centres de traitement de données à faible consommation énergétique.

Les entreprises plateformes développent de plus en plus de systèmes propriétaires de comptabilisation du carbone pour suivre l'objectif de zéro émission nette qu'elles ont énoncé. Google, Amazon et Microsoft autorégulent leurs répercussions climatiques au travers de divers systèmes de déclaration et de suivi, tels que le [tableau de bord de durabilité de Microsoft](#). Tout bien considéré, il semble que les changements climatiques soient devenus un problème de politique numérique.

Vers des infrastructures zéro émission nette : gouvernance des plateformes climatiques et essor des plateformes de suivi de l'empreinte carbone

Bien que beaucoup d'expert·e·s soient d'accord pour dire que l'objectif de zéro émission nette est généralement inadéquat, cela reste un objectif ambitieux miné de [défis](#) épistémologiques et politiques. Comment savoir quand les objectifs sont atteints ou ne le sont pas? Et, ensuite, comment s'assurer que les acteur·rice·s en sont tenu·e·s responsables?

Étant donné qu'on considère souvent le carbone comme un problème avant tout technologique, une nouvelle gamme de plateformes est apparue pour aider les entreprises privées et les autres organisations à quantifier leurs émissions, à les déclarer et, à terme, à réaliser leurs objectifs de zéro émission nette. Ces entreprises promettent d'offrir ce que la chercheuse en sciences sociales environnementales Holly Jean Buck appelle « [la décarbonisation en tant que service](#) ». Parmi ces entreprises se trouve la firme canadienne [FigBytes](#), dont la plateforme permet « la décarbonisation, la gestion des données et la déclaration des émissions » pour aider à « automatiser et gérer votre programme de développement durable au complet, pour comptabilisation du carbone et tout le reste ».

Les plateformes de suivi de l'empreinte carbone telles que *FigBytes* offrent une sorte de technosolutionnisme à la crise climatique, une approche qui ne nous est pas étrangère. Mais, si nous voulons régler la crise écologique en passant par les avancées technologiques, les émissions de carbone doivent être intelligibles pour les plateformes, et donc, quantifiées, ce qui implique nécessairement un ensemble particulier de [choix politiques et de relations sociales](#). Sans réglementation stricte, ces choix cruciaux sont laissés au secteur privé qui a des intérêts manifestes. Comme d'autres types d'infrastructures technologiques, médiatiques et humaines, les plateformes de suivi des émissions « [restent en retrait](#) » alors que les entreprises « devancent les lois et politiques et agissent en tant que gouvernance de facto, générant de nouvelles infrastructures propriétaires pour connaître et gérer notre planète. »

Les défis liés aux plateformes de suivi de l'empreinte carbone

Bien que les plateformes de suivi de l’empreinte carbone fassent partie d’une industrie émergente, les chercheur·euse·s, les législateur·rice·s et les communautés ont relevé des défis d’importance quant à la réglementation des marchés du carbone et des solutions basées purement sur le marché à la crise climatique. Plusieurs mettent en doute la capacité des crédits compensatoires de carbone à apporter des changements réels, en démontrant comment les crédits et la comptabilisation du carbone [reproduisent](#) les structures de pouvoir existantes et ont des répercussions disproportionnées sur les communautés locales et à faible revenu. Les « émissions négatives » ont généralement été un outil visant à [maintenir le statu quo](#) plutôt qu’un effort pour atténuer la crise climatique. D’autres personnes se sont [questionnées](#) sur le rôle politique et idéologique des plateformes de suivi de l’empreinte carbone dans la direction des interventions au sein de certaines industries visant à lutter contre les changements climatiques, compte tenu de leur dépendance aux émissions de carbone.

De façon générale, le terme « zéro émission nette » ne fait pas consensus. En effet, c’est un terme manié par différent·e·s acteurs et actrices pour des raisons particulières, parfois à des fins qui ralentissent, voire entravent les actions et les politiques climatiques. Ces fins se nourrissent de la désinformation, de tactiques délibérées reposant sur l’ambiguïté autour du « zéro émission nette » et des indicateurs utilisés pour jauger les répercussions des émissions de carbone. Par exemple, dans une [évaluation](#) des objectifs de zéro émission nette des entreprises, le New Climate Institute a découvert que nombre de ces dernières ne satisfont pas aux exigences de l’accord de Paris, bien qu’elles prétendent pouvoir atteindre leur objectif de zéro émission nette. Ceci est [en partie le résultat](#) d’une ambiguïté ainsi que d’un manque de transparence, de standardisation et de surveillance indépendante des systèmes en place utilisés pour certifier diverses interventions liées au zéro émission nette. Or, on s’interroge aussi sur l’efficacité, la précision et les « défauts algorithmiques » potentiels de ces systèmes fondés sur des données. Cela dit, il n’existe que peu d’analyses portées sur le fonctionnement des données et des algorithmes.

Considérations relatives aux politiques

L’émergence de plateformes comme FigBytes soulève d’importantes questions quant au rôle des plateformes de suivi de l’empreinte carbone dans la gouvernance d’écosystèmes et d’environnements plus vastes, à la concentration des pouvoirs du marché, et aux implications sur le plan démocratique du recours à des systèmes propriétaires pour gérer les répercussions écologiques et publiques.

Les plateformes de suivi de l’empreinte carbone soulèvent diverses considérations politiques uniques en leur genre qui devront être explorées au travers d’un [plan mondial de gouvernance des plateformes](#). À l’heure actuelle, nous manquons d’uniformité et de standardisation pour assurer la transparence, la fiabilité et la responsabilité des plateformes de suivi de l’empreinte carbone vis-à-vis des imprécisions ou des préjudices potentiels. Parmi les défis liés aux plateformes, on retrouve la qualité variable des données autodéclarées par les entreprises plateformes à l’aide d’un mélange d’indicateurs internes qui reste aujourd’hui encore évasif.

Parallèlement, il y a un besoin urgent de mettre en place de solides protocoles de vérification et audits indépendants pour s’assurer que les plateformes de suivi de l’empreinte carbone peuvent

réellement vérifier les données propriétaires relatives aux émissions de carbone. De sérieuses questions restent ouvertes autour du rôle que doit jouer la surveillance publique et concernant les communautés et acteur·rice·s qui [pourraient bénéficier](#) de l'accès à ces données environnementales. Il convient également de se demander si les communautés locales sont pleinement impliquées dans le processus de conception.

Les défis en suspens entourant les plateformes de suivi d'empreinte carbone ravivent des débats plus larges sur le rôle du privé et du public dans la gouvernance des plateformes. Comme se le [demande](#) Holly Jean Buck : « Les décisions politiques concernant la manière de quantifier le carbone, et donc, par extension, concernant les types de dynamiques sociales que nous devons créer dans notre quête du zéro émission nette, ne devraient-elles pas être prises par un processus démocratique plutôt qu'entre gestionnaires et actionnaires? »

Ces questions ne sont pas étrangères aux chercheur·euse·s et professionnel·le·s du domaine de la gouvernance des plateformes. En effet, ces acteur·rice·s sont bien placé·e·s pour se demander quel rôle jouent les plateformes de suivi de l'empreinte carbone dans la gouvernance des écosystèmes et des environnements au sens large, et si les initiatives de zéro émission nette mises en place par les plateformes encouragent l'ambiguïté et les retards en matière de lutte contre les changements climatiques ou bien, au contraire, si ces mécanismes d'entreprise sont un pas en avant sur cette voie.

Ces défis devraient motiver les législateur·trice·s canadien·ne·s à instaurer des exigences dans les déclarations des entreprises plateformes, impliquant des divulgations transparentes de leurs émissions de carbone ainsi que de leurs objectifs de zéro émission nette, des progrès accomplis et des mécanismes de comptabilisation utilisés pour les mesurer.

Au-delà de la consommation d'énergie et de l'extraction d'énergies fossiles, les organismes de réglementation devront adopter une [vision holistique de l'écosystème technologique](#), en prenant également en compte les implications écologiques des systèmes d'IA, l'extraction de ressources naturelles et le travail humain nécessaire au fonctionnement des IA. Les exigences en matière de transparence constituent une avancée importante, mais incomplète. L'objectif d'un éventuel cadre réglementaire devrait être la mise en place d'un solide mécanisme de responsabilisation, renforcé par une surveillance indépendante des indicateurs utilisés par les entreprises, une standardisation de la conformité climatique, en plus d'audits par des tierces parties concernant les données d'émissions et les affirmations en matière de zéro émission nette.

Plus important encore, la conception et l'élaboration de politiques de responsabilisation en matière de changements climatiques devraient impliquer le public, les peuples autochtones, les jeunes et toutes les autres communautés touchées.